

AGENCE PARCS CANADA

PARC NATIONAL DU CANADA JASPER

Conception d'un bâtiment sanitaire

5P468-22-0215

ANNEXE D – ÉNONCÉ DES TRAVAUX



1	OBJECTIF	3
2	CONTEXTE	3
3	ÉTAPES PRÉVUES	4
4	LIVRABLES ET EXIGENCES DU PROJET – SERVICES REQUIS	4
5	SERVICES FACULTATIFS	6
6	CODES, LOIS, NORMES ET RÈGLEMENTS.....	7
7	CONTRAINTES	8
8	RESPONSABILITÉS DE L'APC.....	8



ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1 OBJECTIF

L'Agence Parcs Canada (APC) et le parc national du Canada Jasper sont à la recherche d'un cabinet d'architectes qui sera appelé à agir à titre d'expert-conseil principal pour la prestation des services requis dans le cadre du projet de rénovation et de modernisation du bâtiment sanitaire dans le parc national du Canada Jasper. Les services requis comprennent l'élaboration de plans d'aménagement conceptuels et la conception préliminaire de l'aménagement retenu pour convertir les installations existantes en un nouveau bâtiment sanitaire inclusif conformément à la directive de Parcs Canada.

1.1 Objectifs

- 1.1.1 Concevoir un bâtiment sanitaire moderne et libre d'obstacles, qui favorise l'inclusivité.
- 1.1.2 Maximiser, dans la limite du raisonnable, le nombre de toilettes dans l'empreinte du bâtiment.
- 1.1.3 Concevoir l'aménagement de façon à assurer l'intimité et la sécurité des utilisateurs.
- 1.1.4 Effectuer la conception du bâtiment conformément à l'énoncé du Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP).
- 1.1.5 Apporter des améliorations à l'enveloppe du bâtiment et aux systèmes mécaniques et électriques de façon à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou à dépasser les exigences du *Code national de l'énergie pour les bâtiments* (CNEB).
- 1.1.6 Concevoir des rénovations du bâtiment qui représentent une excellente valeur pour Parcs Canada.
- 1.1.7 Réaliser une estimation de catégorie « D » pour les aménagements conceptuels.
- 1.1.5 Élaborer des plans d'aménagement et une conception préliminaire qui sont conformes à tous les codes et exigences applicables énoncés par le personnel de Parcs Canada ainsi qu'aux lignes directrices et aux règlements du Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP).

2 CONTEXTE

Le bâtiment sanitaire du parc national du Canada Jasper est situé dans la ville de Jasper, sur la promenade Connaught, en face du centre d'accueil et au nord de la gare ferroviaire. Le bâtiment est officiellement connu sous le nom de « Édifice Rescue », car il abritait autrefois l'équipement de recherche et de sauvetage du parc national du Canada Jasper. Le bâtiment a été construit en 1949 et a été désigné édifice fédéral du patrimoine reconnu en 1991. Son numéro de référence du rapport BEEFP est 90-306. Le bâtiment a été construit à l'origine pour servir de bureau d'information touristique doté de toilettes publiques. En 1972, la structure a été modifiée pour servir de bâtiment d'entreposage de l'équipement de sauvetage. Il s'agit d'un bâtiment rectangulaire d'un étage, à toit en croupe, qui présente des sections de toit à pignon à l'avant et à l'arrière. Le style est rustique. La désignation se limite au tracé au sol du bâtiment.

Actuellement, on retrouve des toilettes pour hommes sur un côté du bâtiment et des toilettes pour femmes sur l'autre. Le centre du bâtiment abrite le bureau de l'organisme « Friends of Jasper National Park », une petite organisation, essentiellement bénévole, qui gère certains services de soutien pour le parc national du Canada Jasper dans le lotissement urbain de Jasper.



L'intérieur du bâtiment, ainsi que ses systèmes mécaniques, son toit et ses accessoires sont de longue date et doivent être remplacés. En 2021, Parcs Canada a adopté la *Directive sur la conception d'installations sanitaires inclusives*, à laquelle les installations doivent se conformer, et le bâtiment doit également être conforme à la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (déposée en tant que projet de loi C-81). En raison de la vétusté des systèmes et des caractéristiques du bâtiment et de la nécessité de moderniser les toilettes pour les rendre inclusives et accessibles, des rénovations majeures sont nécessaires.

3 ÉTAPES PRÉVUES

Phase du projet	Date d'achèvement
Examen des documents, inspections sur le terrain et évaluation des systèmes	10 février 2023
Élaboration de cinq options d'aménagement	24 février 2023
Réalisation d'une estimation de catégorie « D » pour les cinq options d'aménagement	24 février 2023
Décision de l'APC	3 mars 2023
Élaboration d'une conception préliminaire pour l'intérieur et l'extérieur du bâtiment pour l'option de rechange retenue et estimation des coûts de catégorie « D » pour l'option privilégiée, avec présentation de la conception et de l'estimation des coûts dans un rapport	24 mars 2023
Approbation des livrables définitifs par l'APC	31 mars 2023

4 LIVRABLES ET EXIGENCES DU PROJET – SERVICES REQUIS

4.1 Examen, aménagements et conception préliminaire

- 4.1.1 Inspections visuelles de l'intérieur et de l'extérieur, pour évaluer l'état actuel des caractéristiques et des accessoires fixes du bâtiment. Des inspections et tests destructifs (p. ex. couper les cloisons sèches pour évaluer l'isolation derrière les murs) sont autorisés, mais soumis à l'approbation du gestionnaire de projet.
- 4.1.2 Inspection visuelle du toit et élaboration de recommandations pour sa réparation ou son remplacement.
- 4.1.3 Évaluation de l'état des systèmes de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA) et de plomberie afin d'élaborer et d'émettre des recommandations de mise à niveau.
- 4.1.4 Création de cinq aménagements potentiels et pour l'intérieur du bâtiment, qui se conforment à la *Directive sur la conception des installations sanitaires inclusives* de Parcs Canada, à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, au *Programme d'accès* de Parcs Canada et à la *Conception accessible pour l'environnement bâti* (norme ASC/CSA B651). Les cinq aménagements devront avoir les caractéristiques suivantes :



- 4.1.4.1 Utilisation des espaces sanitaires existants seulement.
- 4.1.4.2 Prolongation des espaces sanitaires dans l'espace existant utilisé par l'organisme « Friends of Jasper National Park ».
- 4.1.4.3 Utilisation des espaces sanitaires existants et de l'espace de l'organisme « Friends of Jasper National Park » comme entrée commune et zone où les lavabos seront installés.
- 4.1.4.4 Deux solutions conceptuelles de rechange, à la discrétion de l'expert-conseil, qui peuvent se prolonger dans l'un des espaces des aménagements ci-dessus
- 4.1.5 Détermination des avantages et des inconvénients de chaque option, des coûts de catégorie « D » pour chaque option, et recommandation de l'option à mettre en œuvre.
- 4.1.6 Chaque conception d'aménagement intérieur doit être accompagnée d'une conception d'aménagement extérieur. Il n'est pas prévu que les conceptions d'aménagement extérieur varient beaucoup d'une conception d'aménagement intérieur à l'autre.
- 4.1.7 Réalisation d'une estimation de catégorie « D » des coûts de la conception préliminaire et de la construction à 33 % d'achèvement pour l'aménagement privilégié. La conception préliminaire doit comprendre une visualisation en 3D que le personnel non technique pourra examiner et évaluer.
- 4.1.8 La conception préliminaire doit intégrer des stratégies d'atténuation des risques liés à des matériaux de construction dangereux pour la construction.
- 4.1.9 Détermination de possibilités de réduction de la consommation d'énergie du bâtiment (p. ex. amélioration de l'isolation, systèmes CVCA à haut rendement) pour l'option privilégiée.
- 4.1.10 Les conceptions préliminaires de l'option privilégiée et des autres options d'aménagement doivent être effectuées en tenant compte du fait que le bâtiment est un édifice fédéral du patrimoine reconnu. Les éléments caractéristiques et les valeurs patrimoniales doivent être préservés, les conceptions doivent respecter le « manuel de référence du bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine » et les « Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada ». L'expert-conseil devra travailler avec le personnel de Parcs Canada pour s'assurer que les conceptions répondent à l'intention de préserver les caractéristiques historiques du bâtiment.
- 4.1.11 Réalisation d'une analyse en fonction du *Code national du bâtiment* pour appuyer les exigences de conception de la conception préliminaire.
- 4.1.12 Confirmation et documentation des exigences fonctionnelles.
- 4.1.13 Présentation d'un rapport de préconception qui décrit clairement l'intention, les objectifs, le processus, la conception, les résultats et les recommandations.

4.2 Exigences générales

- 4.2.1 Fournir un calendrier proposé pour le projet qui comprend une marge de 10 jours ouvrables pour l'examen de l'APC à chaque soumission et incorporant, au minimum, les dates d'étape prévues.
- 4.2.2 L'équipe de l'expert-conseil doit employer son propre programme de contrôle et d'assurance de la qualité, et elle demeure pleinement responsable de la conception et des services fournis. Les examens menés par l'APC sont uniquement destinés à l'information et à la sensibilisation, et non au contrôle de la qualité pour l'expert-conseil.
- 4.2.3 Participer aux réunions de projet par télé ou vidéoconférence présidées par le représentant du Ministère toutes les deux semaines ou à la demande de l'une des parties.
- 4.2.4 Consigner les procès-verbaux des réunions de projet, y compris les questions et les décisions. Préparer et distribuer les procès-verbaux dans un délai de deux (2) jours ouvrables, pendant toutes les phases du projet.



4.3 Responsabilités supplémentaires de l'expert-conseil

- 4.3.1 Satisfaire, et si possible, dépasser les attentes et les besoins de l'APC et des parties prenantes.
- 4.3.2 Réaliser le projet en adoptant des pratiques exemplaires pour répondre aux besoins de l'APC, en respectant la portée, les exigences de qualité, le budget et le calendrier approuvés.
- 4.3.3 Mettre sur pied un partenariat fonctionnel étroit et maintenir une communication ouverte entre tous les membres de l'équipe de réalisation du projet et les parties prenantes tout au long des étapes du projet.
- 4.3.4 Assembler une équipe d'experts-conseils intégrée et spécialisée qui possède une compréhension approfondie et qui adhère collectivement aux exigences du projet, à sa portée, à son budget et à ses objectifs en matière de calendrier, et dont tous les membres travaillent de manière constructive pour garantir une approche d'équipe collaborative en émettant des avis et des commentaires opportuns qui sont fondés sur des connaissances.
- 4.3.5 Fournir des examens rigoureux d'assurance de la qualité aux étapes de la planification et de la mise en œuvre du projet, y compris des examens de l'ingénierie de la valeur pendant le processus de conception.
- 4.3.6 Élaborer un plan de gestion de la qualité rigoureux afin de réagir et de corriger tous les problèmes dès qu'ils se présentent, rapidement et efficacement.
- 4.3.7 Affecter un ingénieur de projet expérimenté et chevronné qui sera responsable du projet et qui veillera à la rétention du personnel clé travaillant comme une équipe intégrée et spécialisée pendant toute la durée du projet.
- 4.3.8 Afficher une conduite professionnelle optimale dans toutes les phases du projet, en adoptant des pratiques exemplaires pour la gestion du budget, du calendrier, de la qualité et de la portée.
- 4.3.9 Mettre en place un programme continu de détermination et de gestion des risques utilisant des méthodologies efficaces pour éviter les réclamations.
- 4.3.10 Effectuer une documentation continue et complète du projet à toutes les étapes de sa mise en œuvre.
- 4.3.11 L'expert-conseil doit s'assurer que ses employés ou sous-traitants respectent le *Code canadien du travail* et le *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* pendant l'exécution des travaux.

5 SERVICES FACULTATIFS

5.1 Service de conception détaillée

- 5.1.1 Le rapport de préconception approuvé servira de base au Service de documents de construction, qui doit définir les exigences détaillées de la construction dans les documents d'appel d'offres.
- 5.1.2 Livrables
 - 5.1.2.1 Documents de construction à 66 % d'achèvement de la conception, y compris une estimation des coûts de catégorie « B », des dessins techniques et les spécifications du Devis directeur national (DDN).
 - 5.1.2.2 Documents de construction à 99 % d'achèvement de la conception, y compris une estimation des coûts de catégorie « A », des dessins techniques et les spécifications du Devis directeur national (DDN). Cette soumission doit incorporer toutes les révisions requises. L'expert-conseil doit soumettre les documents au représentant du Ministère et à l'autorité compétente.



- 5.1.2.3 Documents de construction définitifs à 100 % d'achèvement de la conception pour l'appel d'offres, y compris les dessins et les spécifications signés, sceaux apposés, le tableau des offres forfaitaires et l'estimation des coûts de catégorie « A » mise à jour (au besoin).
- 5.1.2.4 Confirmation écrite qu'un examen et un rapprochement complets des documents contractuels ont été effectués et que les documents sont conformes aux normes de diligence professionnelle.
- 5.1.2.5 Un (1) dossier d'appel d'offres élaboré en collaboration avec des représentants de disciplines connexes, pour la phase de construction.
- 5.1.3 Soutien au représentant du Ministère en ce qui concerne la demande de permis d'aménagement et toute question qui découle de l'examen par l'organisme de délivrance des permis.
- 5.1.4 Soutien au représentant du Ministère pour la demande préliminaire de permis de construction afin de relever et de résoudre les problèmes de conformité au *Code national du bâtiment*, avant la demande de l'entrepreneur général.

5.2 Services d'appel d'offres

- 5.2.1 Fournir au représentant du Ministère tous les renseignements dont les soumissionnaires ont besoin pour interpréter les documents de construction.
- 5.2.2 Préparer des addendas en réponse à toutes les questions dans un délai de deux (2) jours ouvrables pendant la période de soumission et les soumettre au représentant ministériel en présumant qu'il va y avoir deux (2) révisions.
- 5.2.3 Assister à une visite du site avant l'appel d'offres.

5.3 Services de soutien à la construction

- 5.3.1 Examiner les dessins d'atelier et les autres documents soumis.
- 5.3.2 Effectuer des examens sur le terrain pour remplir les obligations professionnelles de l'expert-conseil qui consistent à surveiller les activités de construction pendant toute la période de construction et en présumant qu'il va y avoir deux (2) visites sur le site pour chaque représentant de discipline.
- 5.3.3 Fournir des instructions supplémentaires à l'entrepreneur.
- 5.3.4 Examiner et commenter divers documents comme des demandes de paiement partiel de l'entrepreneur, des ordres de modification et des demandes d'information.
- 5.3.5 Examiner les rapports d'agent de sécurité sur les chantiers de construction, résoudre les problèmes au besoin et fournir des recommandations au représentant du Ministère.
- 5.3.6 Effectuer l'inspection de l'achèvement substantiel des travaux et aider le représentant du Ministère à préparer le certificat d'achèvement substantiel et fournir l'approbation.

5.4 Services après la construction

- 5.3.7 Préparer et soumettre les dessins disponibles au dossier (en format PDF et AutoCAD).

6 CODES, LOIS, NORMES ET RÈGLEMENTS

6.1 Code applicable

- 6.1.1 En plus des lois, codes, arrêtés et règlements provinciaux et municipaux applicables à la zone des travaux, voici une liste des codes, lois, normes et lignes directrices applicables à ce projet dans leur dernière édition (en cas de conflit entre les codes, le plus rigoureux a préséance). Cette liste est fournie à titre de référence et ne constitue pas une représentation complète de tout ce qui est exigé de l'expert-conseil pour la réalisation du projet.



- 6.1.1.1 *Code national du bâtiment du Canada*
- 6.1.1.2 *Code national de la plomberie – Canada*
- 6.1.1.3 *Code canadien du travail (CCT)*
- 6.1.1.4 *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*
- 6.1.1.5 *Loi sur les parcs nationaux du Canada* et règlements de l'Agence Parcs Canada
- 6.1.1.6 Directives et lignes directrices
- 6.1.1.7 Directive sur la conception des installations sanitaires inclusives de Parcs Canada
- 6.1.1.8 *Loi canadienne sur l'accessibilité*
- 6.1.1.9 Programme d'accès de Parcs Canada
- 6.1.1.10 Conception accessible pour l'environnement bâti (norme ASC/CSA B651)
- 6.1.1.11 Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada
- 6.1.1.12 Manuel de référence du bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine

7 Contraintes

7.1 Accès au bâtiment

- 7.1.1 Le centre du bâtiment est occupé par l'organisme « Friends of Jasper National Park ». Pour accéder à cet espace, un préavis d'au moins deux semaines est requis. Le gestionnaire de projet de Parcs Canada gèrera cette demande auprès de l'organisme « Friends of Jasper National Park ». Veuillez informer le gestionnaire du projet au moins 12 jours ouvrables à l'avance de la date à laquelle les inspections du site sont prévues.

7.2 Inspections

- 7.2.1 Tous les travaux d'inspection doivent être effectués entre 7 h et 19 h. Tous les essais des composants, s'ils sont nécessaires, doivent être effectués de manière à limiter les impacts sur le public et le personnel.

7.3 Permis d'exploitation commerciale

- 7.3.1 L'expert-conseil doit obtenir un permis d'exploitation de l'APC avant d'effectuer des travaux dans le parc national du Canada Jasper. Il faut contacter l'agent administratif à l'adresse jasperbusinesslicence@canada.ca pour prendre des dispositions.

8 RESPONSABILITÉS DE L'APC

8.1 Documents et dossiers

- 8.1.1 L'APC ne peut pas confirmer l'exhaustivité ou l'existence de dessins d'après exécution des systèmes existants ou d'inspections précédentes.
- 8.1.2 Les dossiers les plus récents comprennent ce qui suit :
 - 8.1.2.1 des dessins de la rénovation de 1993;
 - 8.1.2.2 une évaluation des matériaux de construction dangereux réalisée en 2019.